



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

orientation scolaire et professionnelle

Question écrite n° 111463

Texte de la question

M. Hervé Gaymard appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative sur les difficultés souvent rencontrées par les jeunes lors de leur orientation scolaire. L'important travail réalisé par la commission de consultation installée en 2009 par le Haut-Commissaire à la Jeunesse avait permis de construire des propositions intéressantes, en préconisant notamment la mise en place d'un service public d'orientation territorialisé (SPOT). Cette proposition avait d'ailleurs été en partie reprise par le Président de la République, lors de son discours « Agir pour la jeunesse » du 29 septembre 2009. Or, près de deux ans plus tard, ces propositions ne semblent pas avoir été concrétisées sur le terrain. Malgré la nomination d'un délégué à l'information et à l'orientation, les résultats tangibles sont peu nombreux et seules deux actions marquantes ont été entreprises cette année : le rapprochement des structures d'informations préexistantes et la création d'une plateforme dématérialisée. L'accompagnement, enjeu pourtant prioritaire, est délaissé. Or il est indispensable pour permettre aux jeunes de construire leur projet professionnel. Les problèmes récurrents d'orientation scolaire - dont font état de nombreuses enquêtes - sont en effet l'une des causes principales du décrochage scolaire, mais aussi du chômage des jeunes. Il souhaiterait donc connaître les mesures envisagées par le Gouvernement pour offrir aux jeunes un réel accompagnement dans leur orientation scolaire.

Texte de la réponse

L'orientation et la lutte contre le décrochage scolaire figurent parmi les priorités du ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative. Le service public d'orientation est la traduction des mesures annoncées par le Président de la République lors de son discours « Agir pour la jeunesse » du 29 septembre 2009. Leur mise en oeuvre est explicitée dans la loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie qui fixe le cadre pour permettre à toute personne qui en exprime le souhait d'être conseillée, informée, guidée dans son parcours d'orientation. La mise en synergie des organismes en charge d'orientation au niveau des régions et des territoires va être renforcée par la labellisation, par le préfet de région, d'un « lieu unique », qui peut, soit prendre la forme d'un site accueillant tout public dans un même ensemble immobilier, soit d'un réseau territorial d'organismes de proximité liés par convention. Le décret n° 2011-487 du 4 mai 2011 portant application de l'article L. 6111-5 du code du travail pour la mise en oeuvre du service public de l'orientation tout au long de la vie précise les conditions d'attribution du label national « Orientation pour tous - pôle information et orientation sur les formations et les métiers ». Ce label sera attribué aux organismes en formulant la demande et remplissant les conditions fixées par le cahier des charges dans l'arrêté du 4 mai 2011. Un dispositif interministériel se met également en place dans les départements sous l'autorité des préfets : les plates-formes de suivi et d'appui aux décrocheurs qui se matérialiseront par une coordination et une organisation renforcée des acteurs territoriaux afin de répondre aux besoins d'insertion des jeunes. C'est dans ce cadre que s'inscrivent les actions de la seconde chance de l'éducation nationale qui regroupent les dispositifs innovants de prévention à tous les niveaux ainsi que des dispositifs de « raccrochage » pour les jeunes ayant quitté prématurément le système de formation initiale. La mission générale d'insertion de l'éducation nationale (MGIEN) propose la mise en place d'actions spécifiques visant à remobiliser et qualifier les

jeunes sans solution de formation ou d'insertion professionnelle. Le ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative met également en oeuvre des actions en amont pour accompagner les élèves tout au long de leur scolarité et lutter contre les sorties prématurées du système éducatif. Le parcours de découverte des métiers et des formations (circulaire n° 2008-092 du 11 juillet 2008) généralisé depuis la rentrée 2009 dans les collèges et les lycées a pour but d'accompagner l'élève tout au long de sa scolarité de la cinquième à la terminale dans l'élaboration de son projet. La réforme du lycée, en introduisant le tutorat, l'accompagnement personnalisé, les stages de remise à niveau et les stages passerelles, a permis de dégager du temps scolaire pour l'orientation. L'accompagnement personnalisé, intégré à l'horaire scolaire, propose des réponses adaptées aux besoins des élèves à travers plusieurs types d'activités dont l'aide à l'orientation. Le tutorat offre à chaque élève qui le souhaite la possibilité d'être conseillé et guidé par un tuteur dans la construction de son parcours de formation et d'orientation. Un entretien personnalisé d'orientation est proposé à différents niveaux pour le guider dans ses choix et élargir son horizon professionnel. L'accompagnement du jeune est un axe central de la politique du ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative.

Données clés

Auteur : [M. Hervé Gaymard](#)

Circonscription : Savoie (2^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 111463

Rubrique : Enseignement

Ministère interrogé : Éducation nationale, jeunesse et vie associative

Ministère attributaire : Éducation nationale, jeunesse et vie associative

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 21 juin 2011, page 6453

Réponse publiée le : 22 novembre 2011, page 12319